

COMMUNIQUE DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

Le 5 juin 2021

L'accord d'aujourd'hui n'est ni historique ni suffisant. L'ICRICT appelle les dirigeants du G7 à faire preuve d'un réel leadership et à prendre un engagement beaucoup plus ambitieux.

Pendant trop longtemps, les institutions internationales n'ont pas réussi à s'attaquer à l'un des aspects les plus toxiques de la mondialisation : l'évasion fiscale des multinationales, qui entraîne des pertes de revenus d'au moins 240 milliards de dollars chaque année.

Si un accord historique avait été conclu aujourd'hui, les bénéfices mondiaux de **TOUTES les multinationales auraient été imposés en fonction de leurs activités réelles dans chaque pays** - c'est-à-dire en répartissant les bénéfices mondiaux des multinationales entre les différents pays en fonction des facteurs clés qui génèrent des bénéfices : l'emploi, les ventes et les actifs. **On aurait aussi vu l'introduction d'un ambitieux impôt minimum mondial de 25 % sur les multinationales, comme le plaide l'ICRICT**, mettant fin à la concurrence fiscale dommageable entre les pays et réduisant l'incitation des multinationales à déplacer leurs bénéfices vers des paradis fiscaux.

Malheureusement, ce n'est pas le cas aujourd'hui. Car l'accord du G7 visant à introduire un impôt minimum mondial d'au moins 15 % est insuffisant pour générer des revenus significatifs tant pour le Nord que pour le Sud. En outre, il reflète le choix des autres pays du G7 de trouver une solution pour satisfaire les préférences des paradis fiscaux et protéger leurs propres multinationales plutôt que de suivre le leadership américain. Un taux d'imposition de 15 % est proche de celui des paradis fiscaux comme l'Irlande et la Suisse.

Un véritable leadership exige que les pays du G7 et du G20 s'engagent de manière beaucoup plus ambitieuse, comme l'ont fait les États-Unis. Ils doivent aller au-delà de ce qui est le minimum mondial final convenu dans le « cadre inclusif » du G20/OCDE et s'engager unilatéralement à introduire un impôt minimum beaucoup plus élevé, d'au moins 21 % comme le proposent les États-Unis. Ils doivent aussi veiller à ce que davantage de bénéfices mondiaux des multinationales soient réaffectés à l'aide d'une formule, comme le demandent les économies émergentes représentées par le G-24.

En définitive, tout accord doit être favorable aux pays du Sud, qui sont plus touchés par l'évasion fiscale des multinationales et dépendent davantage des revenus des entreprises.

Le monde est à la croisée des chemins. C'est maintenant qu'il faut agir pour que tous les pays disposent de ressources suffisantes pour financer des services publics de qualité et pour créer une économie plus résiliente après le COVID.

[Citations de membres de l'ICRICT \(n'hésitez pas à les utiliser\):](#)

Jose Antonio Ocampo, professeur à la Columbia University et Président de l'ICRICT :

« Un taux d'imposition minimum mondial de 15 % est bien trop faible pour mettre fin à la course au moins-disant fiscal en matière d'impôt sur les sociétés et pour lutter efficacement contre les paradis fiscaux. Une fois qu'un plancher mondial aura été convenu, les pays du G7 et du G20 devront aller au-delà de ce minimum mondial et s'engager unilatéralement à introduire un minimum beaucoup plus élevé, d'au moins 21%.

Il est également impératif que les recettes supplémentaires générées par un impôt minimum mondial soient partagées équitablement entre les pays d'origine des multinationales, comme les États-Unis, et les pays en développement d'où proviennent les activités - main-d'œuvre et matières premières ».

Jayati Ghosh Professeur d'économie à l'Université du Massachusetts à Amherst et membre de l'ICRICT :

« Les augmentations massives des bénéfices de certaines multinationales pendant la pandémie, qui n'ont guère été suivies de hausses d'impôts correspondantes ou à peine, montrent l'urgence d'une réforme du système fiscal international. Une mesure simple et équitable serait d'introduire un taux d'imposition minimum mondial raisonnablement élevé, de 21 % ou plus. Cela contribuerait grandement à faire payer aux multinationales leur juste part, au même titre que les entreprises domestiques. Une taxe minimale mondiale de 15 %, telle qu'annoncée par le G7 manque totalement d'ambition ».

Joseph E. Stiglitz, professeur à la Columbia University et membre de l'ICRICT :

« Il est crucial que des nations telles que les grands pays européens prennent un engagement plus ambitieux, comme le font les États-Unis, pour aller au-delà de ce minimum mondial. Un impôt minimum de 21 % adopté par le G7 (et, mieux encore, par le G20 cet été), combiné à l'adoption généralisée d'un minimum d'au moins 15 % par d'autres pays, garantirait que la grande majorité des bénéfices des entreprises dans le monde contribue à fournir les revenus dont nous avons désespérément besoin au sortir de la pandémie ».

Eva Joly, ex-députée du Parlement Européen et membre de l'ICRICT :

« A l'heure où l'Europe et le monde traversent des crises sanitaire, écologique, économique et sociale sans précédent, il est impératif de réparer nos sociétés et d'aider les plus démunis. Récupérer les milliards d'euros qui nous échappent permettra de financer nos hôpitaux, nos écoles, l'indispensable transition pour une société durable et apaisée. Il faut absolument accompagner la révolution fiscale mondiale qui se profile. Les pays européens, en particulier, doivent aller plus loin ».

[Vidéos des membres de l'ICRICT \(n'hésitez pas à les reproduire sur vos sites\) :](#)

Thomas Piketty, professeur à l'École d'économie de Paris et membre de l'ICRICT, rappelle l'impact concret sur le budget de la santé d'un impôt sur les bénéfices des multinationales à l'étranger de 15% ou 25.

[Regardez-le ici.](#)



[Notes aux rédacteurs :](#)

- Au niveau mondial, l'évasion fiscale détourne [40 % des bénéfices étrangers](#) des multinationales vers les paradis fiscaux, selon Gabriel Zucman, membre de l'ICRICT.

Vous pouvez explorer la carte du monde pour voir combien de profits et de recettes fiscales votre pays perd (ou attire) [ici](#).

- Un impôt minimum mondial est l'une des principales recommandations du [Rapport sur l'intégrité financière pour le développement durable](#) - présenté en février dernier par un panel de haut niveau des Nations unies, le FACTI.
- Un taux d'imposition minimum mondial proche de 21 % [pourrait générer 640 milliards de dollars](#), selon une étude récente sur les effets potentiels de l'adoption généralisée de cette mesure sur les recettes.
- L'Observatoire européen de la fiscalité, dirigé par le commissaire Gabriel Zucman de l'ICRICT [vient d'envisager plusieurs scénarios](#), en fonction d'un éventail de taux. Un accord international sur [un taux minimum de 25 % - tel que soutenu par l'ICRICT](#) - permettrait à l'Union européenne (UE) d'augmenter ses recettes fiscales de 170 milliards d'euros en 2021, soit une augmentation de 50 % des recettes de l'impôt sur les sociétés perçu aujourd'hui et l'équivalent de 12 % des dépenses totales de santé de l'UE. Avec un taux minimum de 21 % (proposition de Biden), l'UE percevrait environ 100 milliards d'euros de plus. Passer de 21 % à 15 % réduirait ces recettes de moitié (à 50 milliards d'euros).
- Les multinationales, soutenues par certains économistes, affirment qu'un taux de 21 % serait excessif et nuirait aux pays en développement, les privant d'un outil précieux pour attirer les investissements. Cet argument est spécieux. [Des études montrent](#) que lorsqu'une multinationale réfléchit au lieu d'implantation d'une unité de production, l'avantage fiscal n'occupe pas du tout la première place dans la liste des critères à prendre en compte. En fait, il figure bien après d'autres questions telles que la qualité des infrastructures, l'éducation des travailleurs ou la sécurité juridique. En outre, les pays en développement sont les premiers perdants de cette concurrence fiscale croissante, car leurs budgets [sont proportionnellement plus dépendants des recettes de l'impôt sur les sociétés](#) que ceux des nations plus riches.
- Les recettes supplémentaires générées par un impôt minimum mondial doivent être partagées équitablement entre les pays d'origine des multinationales et les pays en développement d'où proviennent les activités - main-d'œuvre et matières premières. Le Groupe intergouvernemental des 24 (G24), un organisme représentant les économies émergentes, demande que, dans certaines circonstances, ces économies soient prioritaires pour l'imposition des bénéfices transférés vers les paradis fiscaux.

Lisez notre dernier rapport,

[« Pandémie mondiale, reprise économique durable et fiscalité internationale »](#)

A propos de l'ICRICT :

La Commission indépendante pour la réforme de la fiscalité internationale des entreprises [ICRICT](#) a pour objectif de promouvoir une discussion plus large et plus inclusive dans le domaine des règles fiscales internationales –, de considérer les réformes fiscales selon une perspective servant l'intérêt public plutôt que les avantages nationaux, ainsi que d'œuvrer en faveur de solutions fiscales justes, efficaces, durables et favorables au développement.

Contact Presse

LAMIA OUALALOU loualalou@gmail.com + 52 1 55 54 08 09 74 (WhatsApp)